

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 151 (2006)
Heft: 4

Artikel: Impasse au Kosovo? Partie 1
Autor: Dérens, Jean-Arnault
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346579>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Impasse au Kosovo? (1)

Six ans après la campagne de bombardements aériens de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie, au printemps 1999, le Kosovo est toujours placé sous administration provisoire des Nations unies. La pérennisation du statu quo actuel paraît inenvisageable, mais aucun consensus ne se dégage pour parvenir à une définition du statut final de ce territoire. Le Kosovo demeure toujours le principal baril de poudre des Balkans.

■ Jean-Arnault Dérens

L'échec de la Communauté internationale

Six ans après les bombardements de l'OTAN, le bilan de la Communauté internationale paraît bien maigre. L'objectif proclamé d'un Kosovo multiethnique est plus éloigné que jamais, alors que Serbes, Roms et membres des autres minorités non-albanaises continuent de se terrer dans des enclaves gardées par les soldats de la KFOR, la mission de l'OTAN au Kosovo.

Malgré les sommes colossales injectées pour la reconstruction, l'économie du Kosovo demeure sinistrée, et le chômage frappe massivement une jeunesse albanaise pléthorique, qui nourrit de plus en plus de ressentiment envers la présence internationale perçue comme une nouvelle «occupation». Le temps où les soldats de l'OTAN étaient accueillis comme des libérateurs est bien révolu, et la Communauté internationale vit dans la crainte d'une confrontation directe avec les Albanais. Ils critiquent de plus en plus ouvertement le train de vie opulent de l'administration interna-

tionale, tenue par ses engagements en faveur d'un Kosovo multiethnique. Ils l'estiment inefficace et seulement soucieuse de protéger la minorité serbe.

L'échec est également patent sur un point essentiel, celui de la lutte contre le crime organisé et en faveur de l'instauration d'un Etat de droit: avec une police inefficace, une justice débordée, se heurtant en permanence aux règles du silence et de l'*omertà*, la Mission des Nations unies au Kosovo (MINUK) a échoué à relever ce défi majeur pour le Kosovo et toute la région.

Les émeutes des 17 et 18 mars 2004 apparaissent comme le symbole de cet échec. Un petit

réseau d'agitateurs est capable de semer la violence et le désordre à travers tout le Kosovo, en mobilisant facilement des jeunes désœuvrés, malgré la présence de plus de 20000 soldats de l'OTAN. Ces émeutes marquent un tournant décisif. Sur le plan de la sécurité, l'impéritie des troupes de l'OTAN apparaît au grand jour, comme le *cul-de-sac politique* dans lequel se trouve la communauté internationale.

L'opinion publique albanaise ne veut pas envisager d'autre option que l'indépendance, une perspective inacceptable pour les Serbes. Les six années de protectorat international auraient pu être mises à profit pour faire



Prizren, une église orthodoxe gardée par des soldats allemands (2001).

émerger des solutions alternatives, acceptables pour les Serbes comme pour les Albanais. Il semble bien que ce temps ait été perdu !

Un consensus semble néanmoins s'établir pour estimer que la MINUK a fait son temps. Inefficace et trop coûteux, ce protectorat doit être rapidement réformé. Alors que certains milieux diplomatiques, notamment américains, militent pour une accession rapide du Kosovo à l'indépendance, cette option est toujours rejetée par la plupart des pays européens, qui craignent que le Kosovo ne devienne un micro-Etat mafieux dépourvu de toute viabilité. Ils redoutent également les risques régionaux d'une éventuelle indépendance.

Désespoirs serbes

Pristina, comme pratiquement toutes les autres villes du Kosovo, continue d'être interdite aux Serbes qui, avant 1999, vivaient au nombre de 40000 dans la capitale du Kosovo. Aujourd'hui, la présence serbe se limite à une centaine d'habitants terrés dans un immeuble collectif gardé jour et nuit par les soldats de l'OTAN, pourtant régulièrement attaqué.

Le discours de la MINUK et de la KFOR envisage désormais d'ouvrir les enclaves serbes. Rada Trajkovic, ancienne présidente du Groupe parlementaire serbe à l'Assemblée du Kosovo de 2001 à 2004, rétorque que ce ne sont pas les enclaves qu'il

faut ouvrir, mais les villes aujourd'hui interdites aux Serbes. « *On ne pourra pas parler de Kosovo multiethnique avant que les Serbes ne retrouvent leurs appartements et leurs emplois, à l'hôpital de Pristina, dans les entreprises ou les administrations publiques. Toute autre position serait une justification plus ou moins hypocrite du nettoyage ethnique.* »

On estime qu'au début de l'année 2005, 120000 Serbes vivaient au Kosovo, 40000 dans le secteur Nord, exclusivement serbe, et 80000 dans les enclaves au sud de la rivière Ibar. Ces chiffres sont incertains et fluctuants, car beaucoup de Serbes font la navette entre le Kosovo et la Serbie, au gré des possibilités d'emploi et de survie. Par ailleurs, 200000 non-Albanais (Serbes, Roms et membres d'autres communautés minoritaires) sont toujours réfugiés en Serbie, au Monténégro ou dans des pays tiers¹.

Dans les enclaves serbes, la monnaie est toujours le dinar serbe, pas l'euro qui a cours ailleurs au Kosovo, la poste est celle de Belgrade, et le Gouvernement serbe paie salaires et retraites, tout en assurant le fonctionnement des écoles et des services de santé. Le maintien de ces institutions *parallèles* est vivement dénoncé par les Albanais, mais cela représente une condition de survie élémentaire pour les populations concernées qui, par exemple, n'ont plus accès aux hôpitaux et autres services publics du Kosovo.

Le dernier rapport du Fonds des Nations unies pour le développement (UNDP), publié à l'automne 2004, met en lumière un des paradoxes du Kosovo : malgré l'insécurité et les restrictions à la liberté de circulation, la situation sociale et économique est, globalement, meilleure dans les enclaves serbes que dans le reste du Kosovo. Les services publics d'éducation ou de santé, grâce au financement de Belgrade, fonctionnent de manière à peu près satisfaisante, tandis que le taux de chômage est nettement plus bas que dans le reste du territoire².

Au terme de six années de protectorat international, les Serbes du Kosovo savent très bien que le maintien de leur présence sur leur terre ancestrale est hautement incertain. Aucun des droits fondamentaux que garantissent les textes internationaux n'est assuré : les Serbes sont des parias qui, en dehors des enclaves, ne jouissent ni de la liberté de circulation, ni de droit au travail, ni de droit au logement.

Face à cette stratégie de *nettoyage ethnique lent*, ni les autorités de Belgrade, ni les dirigeants serbes locaux ne semblent avoir de stratégie appropriée. Malgré la chute du régime de Slobodan Milosevic le 5 octobre 2000, les dirigeants de Belgrade n'ont pas renoncé à instrumentaliser les Serbes du Kosovo à des fins politiciennes internes à la Serbie. Les dirigeants serbes locaux se caractérisent par leurs incessantes divi-

¹ Lire J.A.Dérens : « Adieux au Kosovo multiethnique », Le Monde Diplomatique, février 2000.

² *The Rise of the Citizen: Challenges and Choices. Human Development Report. Kosovo, octobre 2004.*

sions et querelles personnelles. Cependant, la Communauté internationale a, elle-même, tout fait pour décourager les velléités de coopération qui pouvaient émerger chez certains dirigeants serbes.

En octobre 2001, lors des élections pour le premier Parlement du Kosovo, plusieurs dirigeants serbes avaient formé une liste commune, bravant les appels au boycott lancé par les milieux les plus radicaux. Cette liste a obtenu un franc succès: dans les enclaves connaissant la pire situation, le taux de participation électorale a fréquemment dépassé 90% des inscrits. Malheureusement, la vingtaine de députés serbes n'ont jamais pu s'exprimer au sein de l'enceinte parlementaire; ils ont été victimes d'un ostracisme constant de la part des élus albanais. Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que les dirigeants serbes les plus favorables, en 2001, au dialogue avec les Albanais et la communauté internationale se soient ralliés à l'option du boycott du second scrutin législatif en octobre 2004. Lors de ces élections, le taux de participation des Serbes n'a été que de 0,3% des inscrits, ce qui révèle un échec flagrant de la politique proclamée de la MINUK visant à intégrer la communauté serbe dans les institutions du Kosovo.

Beaucoup de Serbes affirment aujourd'hui qu'ils quitteraient le Kosovo en cas d'indépendance. En 1999, la plupart de ceux qui

avaient fui le Kosovo étaient partis avec la conviction qu'ils reviendraient sur leur terre natale. En cas de nouvel exode, il n'en irait plus de même. Les images de colonnes de réfugiés fuyant le Kosovo après la reconnaissance d'une éventuelle indépendance auraient sans aucun doute l'allure d'un désaveu pour la Communauté internationale. Certains semblent ne pas s'inquiéter de cette hypothèse, prétendant que ce départ pourra se gérer relativement vite, sans trop de violences, et qu'il est de toute manière inéluctable. La Communauté internationale pourrait ensuite concentrer ses efforts autour de quelques lieux symboliques, comme les monastères médiévaux et quelques zones sécurisées.

Les *petits peuples* sont les grands oubliés de toutes les discussions sur l'avenir du Kosovo. Pourtant, d'après le recensement de 1981, les Turcs, les Bosniaques, les Croates les Roms, les Ashkalis, les Égyptiens représentaient, ensemble, plus de 10% de la population de la province. Ces communautés minoritaires sont instrumentalisées depuis des années par les deux grands nationalismes. Lors des discussions de Rambouillet en février 1999, la délégation du Gouvernement de Belgrade incluait des représentants de ces communautés. Pour le régime de Slobodan Milosevic, il s'agissait de disqualifier le nationalisme albanais et de souligner l'attachement à Belgrade des différents peuples du Kosovo. Bien évidemment, en acceptant de

participer à cette mascarade, ces *petits peuples* se sont eux-mêmes disqualifiés, non seulement aux yeux des Albanais, mais aussi à ceux de la Communauté internationale.

Depuis des années, les Turcs sont soumis à une politique d'albanisation forcée, tandis que Roms, Ashkalis et Égyptiens font figure de grands perdants des évolutions actuelles du Kosovo³. Accusés de collaboration avec l'ancien régime de Belgrade, ils sont victimes d'un racisme généralisé et de violences systématiques. Ils ont été chassés du Kosovo en juin 1999, et la Communauté internationale avait initié quelques programmes de retour, par exemple dans la commune de Vucitrn, où le quartier ashkali, à peine reconstruit grâce à des financements européens, a été à nouveau entièrement détruit par les émeutiers en mars 2004.

Impatiences albanaises

Les frustrations ne sont pas moins grandes chez les Albanais du Kosovo, la population la plus jeune d'Europe: à peine amorcé, le phénomène de transition démographique jette chaque année des milliers de jeunes diplômés sur un marché de l'emploi totalement déprimé. Officiellement, le taux de chômage dépasse 50% de la population active, même si de nombreuses activités au noir compensent partiellement la carence des emplois déclarés. Tous les indicateurs indi-

³ Les Ashkali et les Égyptiens sont généralement comme des Tziganes albanophones, proches mais différents des Roms, ou Tziganes pratiquant la langue rromanesti. Toutes ces communautés étaient sédentaires depuis des siècles au Kosovo. Lire J.A. Dérens: «Les petits peuples oubliés des Balkans», Le Monde Diplomatique, juillet 2003.

quent cependant une baisse très sensible du niveau de vie réel depuis deux à trois ans : aujourd'hui, plus de 40% des habitants du Kosovo vivraient avec l'équivalent de moins de 1 dollar par jour.

Pour beaucoup de jeunes Albanais⁴, l'exil à l'étranger demeure le seul espoir, mais les conditions de délivrance des visas pour les pays occidentaux sont toujours plus restrictives. En cas de règlement du futur statut du territoire, les pays occidentaux qui accueillent le plus grand nombre de migrants clandestins originaires du Kosovo pourraient même accélérer leurs politiques de rapatriement forcé. Des accords entre les gouvernements concernés et la MINUK ont été dénoncés au printemps par le Médiateur pour les droits de la personne du Kosovo, Marek Anton Nowicki.

Pour la quasi-totalité des Albanais, l'indépendance est la seule option politique envisageable. Les jeunes générations sont particulièrement opposées à tout compromis en la matière : leur expérience personnelle recouvre les six années de protectorat international, le traumatisme de la guerre et la violence du régime serbe des années 1990. Contrairement aux jeunes Slovènes, Croates ou Bosniaques qui cultivent volontiers certaines formes de *yougonostalgie*, au moins sur le plan culturel, les jeunes Albanais n'envisagent pas le maintien de liens d'aucune sorte avec la Serbie.



Mitrovica, un pont « célèbre » gardé par les militaires français (2001).

Beaucoup ne parlent pas la langue serbe ; ils ont été formés dans les écoles *parallèles* des années 1990, qui offraient un très faible niveau de connaissance mais fournissaient un solide endoctrinement nationaliste. Cette expérience des écoles *parallèles* est perçue comme une forme admirable de résistance non-violente. Si la création de ces écoles répondait indubitablement à la violence et aux mesures discriminatoires de Belgrade, que dire du contenu de la formation dispensée ? Dans un texte qui a fait scandale, le publiciste albanais Arben Pula a récemment critiqué le fonctionnement de ces écoles, sans hésiter à les présenter comme des facteurs d'endoctrinement et d'intolérance⁵.

L'opinion albanaise, peu disposée à accepter le moindre compromis, estime généralement que l'intervention de l'OTAN représentait un soutien à l'idée d'indépendance. Elle ne peut pas envisager de compromis ni d'option alternative. Tous les partis politiques défendent des programmes fondamentalement identiques, qui se bornent à réclamer l'indépendance, perçue comme la clé permettant de résoudre tous les problèmes. Les nuances entre les partis issus de l'ancienne Armée de libération du Kosovo (UCK), comme le Parti démocratique du Kosovo d'Hashim Thaçi (PDK, opposition) ou l'Alliance pour l'avenir du Kosovo de l'ancien premier ministre Ramush Haradinaj (AAK), et la Ligue démo-

⁴ M.A. Nowicki : « Kosovo : retours forcés », Le Courrier des Balkans, <http://www.balkans.eu.org/article5568.html>

⁵ Arben Pula : « Kosovo : l'école et l'expérience de l'Etat », Le Courrier des Balkans, <http://www.balkans.eu.org/article4757.html>

cratique du Kosovo, la formation du président *modéré* du Kosovo, Ibrahim Rugova (LDK) ne remettent pas en cause cet objectif fondamental. Par contre, ces partis sont remarquablement muets sur le type de société qu'ils veulent construire, en dehors d'un discours convenu sur la démocratie, l'économie de marché et l'intégration européenne.

Le plus grand drame de la société kosovare est probablement de ne pas compter de milieux véritablement critiques. Quelles voix se sont élevées contre les violences raciales et ethniques dirigées contre les Serbes et les autres minorités non-albanaises, à la seule exception du publiciste Veton Surroi, qui, dès l'automne 1999, a dénoncé la logique de violence et la «honte du fascisme albanais» dans un éditorial retentissant de son journal *Koha Ditore*? Ce silence des intellectuels, qui contraste avec le courage des opposants serbes au nationalisme des années 1990, très minoritaires mais résolus, s'explique en partie par le climat de peur que font régner les séides de l'ex-UCK. La société du Kosovo est un petit monde où tout le monde se connaît et s'observe, et où les pensées dissidentes peuvent se payer chèrement.

Six ans après la fin de la guerre, l'ancienne guérilla continue de disposer d'efficaces réseaux d'informateurs qui constituent une véritable police politique. Le Corps de protection du Kosovo (TMK), une force «civilo-militaire» officiellement créée pour offrir une solution de reconversion professionnelle aux anciens guérilleros, en qui cer-



Des blindés allemands à un «check-point» à Prizren.

tains veulent voir l'embryon d'une future armée du Kosovo indépendant, ne représente que la face émergée de l'iceberg. Les policiers des Nations unies ou les militaires de la KFOR sont eux-mêmes dépendants des réseaux de renseignements contrôlés par l'ancien état-major de l'UCK et aujourd'hui principalement liés au PDK. De nombreux traducteurs, indispensables au travail des fonctionnaires internationaux, sont en réalité des agents de renseignements, l'UCK ayant mis en place un efficace système de contrôle des embauches à ces postes stratégiques.

Les Albanais se plaignent également de la souveraineté limitée dont jouissent les institutions du Kosovo. Le processus de transfert des compétences de la MINUK aux institutions

élues du Kosovo a pourtant été largement engagé depuis le mandat de l'Allemand Michael Steiner à la tête de la Mission des Nations unies en 2001-2002, mais ce processus se heurte à la rareté des cadres albanais compétents. La MINUK hésite en permanence entre la volonté politique d'accélérer l'auto-administration du Kosovo, et la tentation d'exercer une lourde et tatillonne tutelle, notamment pour essayer de sauvegarder quelques aspects formels de «multiethnicité», en veillant par exemple à ce que des représentants des communautés non-serbes puissent siéger dans les assemblées des communes albanaises. Ces hésitations et cette politique incertaine sont très mal perçus par la population albanaise.

J.-A. D.